

Programme de financement direct

DFF – Expansion de Land’Or (Maroc)

Lieu :	Maroc
Identifiant du Projet :	53267
Branche d’activité :	Agro-industries
Public/privé :	Privé
Catégorie environnementale :	B
Date de décision sur l’approbation :	7 décembre 2021
Statut :	Approuvé
Date de publication du document de synthèse du projet en langue anglaise :	14 décembre 2021

Conformément au paragraphe 1.4.2 (iii) de la Directive sur l'accès à l'information : « pour les Projets approuvés par la Direction de la Banque, lorsque le Conseil d'administration lui a délégué ce pouvoir d'approbation, le DSP est divulgué au pays membre de la Banque au début de la période de notification de non-objection correspondante, conformément à l'article 13 (iii) de l'Accord portant création de la BERD ».

Description du Projet

Octroi d'un prêt garanti de premier rang d'un montant maximal de 36,9 millions de dirhams marocains (équivalent de 3,5 millions d'euros) à Land'Or Maroc Industries (l'« Emprunteur » ou « LMI ») pour contribuer au financement de son programme de dépenses d'investissement et de ses besoins en fonds de roulement. LMI est la filiale marocaine de Land'Or SA (« Land'Or » ou le « Promoteur »).

Objectifs du Projet

Le Projet a pour but de contribuer au financement i) de nouveaux équipements pour le fromage en tranches, les portions triangulaires et les sauces, ii) de l'agrandissement des bâtiments et des capacités d'entreposage, et iii) des besoins en fonds de roulement nécessaires pour les activités de LMI.

Impact sur la transition

Note de l'impact attendu sur la transition : 72

La note s'établit à 60 (le système de la BERD indique une note différente en raison de problèmes persistants liés au système).

Les qualités associées au Projet sont la compétitivité et l'intégration. Son impact sur la transition devrait en découler, notamment du fait des initiatives suivantes :

i) nouveaux produits, comme le fromage en tranches, et renforcement de la pénétration de Land'Or sur le marché marocain ; et ii) appui des investissements internationaux du Promoteur et sa transformation progressive en un acteur régional.

Le Client

LAND'OR MAROC INDUSTRIES

Promoteur : Land'Or SA (« Land'Or » ou le « Promoteur »), société tunisienne, est l'un des principaux fabricants locaux de fromage fondu, avec une large gamme de produits pour la grande distribution et le segment des hôtels-restaurants-entreprises de restauration collective. Land'Or, créée en 1994 par Hatem Denguezli, est cotée à la Bourse de Tunis depuis 2013. Le groupe et ses filiales emploient au total 456 salariés.

Emprunteur : Land'Or Maroc Industries (« LMI » ou l'« emprunteur marocain ») est une filiale de la société récemment établie au Maroc de Land'Or SA. Cette filiale détiendra et exploitera une nouvelle usine de transformation de fromage au Maroc.

Financement de la BERD

36 900 000 dirhams marocains

Coût total du Projet

104 400 000 dirhams marocains

Additionnalité

Structure de financement : La structure de prêt multi-devises proposée à Land'Or SA et à LMI n'est pratiquement pas disponible sur les marchés tunisien et marocain.

Synthèse environnementale et sociale

Catégorie B (PES 2019). Des vérifications au titre de l'obligation de diligence ont été réalisées en interne par une étude du Questionnaire, du Rapport environnemental et social annuel 2020 et de l'ensemble des informations fournies par le Client. Les impacts environnementaux et sociaux associés à l'agrandissement de l'usine de production de fromage en cours de construction au Maroc ont été identifiés et seront gérés par la mise en œuvre du Plan d'action environnemental et social (PAES) convenu lors la première transaction et actualisé pour la nouvelle. Il ressort des vérifications de diligence environnementale et sociale que Land'Or est bien géré, a quelque peu progressé dans la mise en œuvre du PAES initial et dispose des capacités internes pour mener ses activités en conformité avec les Exigences de performance. Des discussions avec le Client ont confirmé que le nouveau site au Maroc devrait

satisfaire d'emblée les normes environnementales fondamentales de l'UE – et plus spécifiquement le critère de la meilleure technique disponible (MTD) dans les secteurs de l'alimentation, des boissons et des produits laitiers (pour les procédés de transformation), ainsi que la Directive européenne relative aux installations de combustion moyennes (pour les chaudières). Un contrôle aura lieu sur site au cours de la première année d'exploitation pour le confirmer. Le projet est considéré conforme aux objectifs de l'Accord de Paris.

L'Étude d'impact sur l'environnement (EIE) requise par la législation marocaine pour la nouvelle usine a été réalisée en 2020 et l'autorisation environnementale a été reçue. Land'Or envisage d'obtenir les certifications ISO 14001, ISO 45001 et FSSC 22000 (sécurité alimentaire) en 2023. Le Code de conduite des fournisseurs déjà en place en Tunisie (qui couvre les droits humains, l'intégrité, le travail des enfants et forcé, la non-discrimination, les heures de travail, les rémunérations, la santé, la sécurité et l'environnement) sera également mis en pratique au Maroc. Land'Or respectera le Code du travail marocain et les politiques des ressources humaines appliquées en Tunisie (qui ont été jugées conforme à l'EP 2 lors des vérifications de diligence environnementale et sociale réalisées pour la première transaction).

Les terrains, situés dans une zone industrielle, ont été achetés à l'État. Selon Land'Or, personne n'utilisait le site auparavant. L'usine est actuellement en cours de construction (et presque achevée). Land'Or a inclus des considérations de santé et de sécurité dans les accords contractuels avec les sous-traitants en charge de la construction de la nouvelle usine au Maroc ; le personnel du Client supervise les travaux. Le Plan d'intervention d'urgence est en cours d'élaboration. Land'Or détiendra 60 camions pour distribuer les produits finaux au Maroc ; le PAES exige la conception et la mise en œuvre d'un système de gestion de la sécurité routière et de la circulation.

La gestion des déchets comportera le recyclage de certains déchets non dangereux (carton, aluminium, plastic), le traitement par des sous-traitants autorisés de déchets huileux et de batteries, la destruction de déchets microbiologiques et de vieux fromages. Les eaux usées seront prétraitées sur site (pour assurer une concentration de 300mg/l de DCO) puis traitées à la station d'épuration de la zone industrielle, avant d'être déversées en milieu naturel. Deux chaudières à gaz (de 2 MW chacune) seront installées. Le ratio de consommation d'eau prévu est de 3 m³ par tonne de produit, et le ratio du rejet des eaux usées prévu est de 2,3 m³ par tonne de produit).

Le PAES convenu avec Land'Or en janvier 2020 pour la première transaction couvre les risques de cette nouvelle transaction ; une initiative a été ajoutée pour confirmer l'alignement avec la MTD après un an d'exploitation.

La Banque continuera de contrôler la mise en œuvre du PAES par l'examen du Rapport environnemental et social annuel et en communiquant avec l'entreprise si nécessaire.

Coopération technique et financement sous forme de subvention

La préparation de la transaction sera appuyée par des fonds de coopération technique au titre de l'Initiative pour les petites entreprises, qui couvriront jusqu'à 50 % des coûts de vérifications préalables juridiques. Les 50 % restants seront pris en charge par le Client. Les fonds de coopération technique au titre de l'Initiative pour les petites entreprises sont financés par le Fonds spécial des actionnaires de la BERD.

Contact au sein de l'entreprise

Ridha Chouria
r.chouria@landor.com.tn
+216 71 366 666

Résumé de la mise en œuvre

Dernière mise à jour du DSP en anglais

14 décembre 2021

Comprendre la Transition

Pour en savoir plus sur l'approche de la BERD quant à la mesure de l'impact sur la transition, [cliquer ici](#).

Opportunités commerciales

Pour les opportunités commerciales ou la passation de marchés, contacter la société cliente.

Pour les opportunités commerciales avec la BERD (hors passation de marchés), nous contacter :

Tél : +44 20 7338 7168

Courriel : projectenquiries@ebrd.com

Pour les Projets du secteur public, consulter [Passation de marchés](#) sur le site de la BERD, ou :

Tél : +44 20 7338 6794

Courriel : procurement@ebrd.com

Questions d'ordre général

Les questions spécifiques peuvent être envoyées via l'un des [formulaire de contact](#) de la BERD.

Politique environnementale et sociale (PES)

La [PES](#) et les Exigences de performance (EP) y afférentes définissent les modalités de mise en œuvre par la BERD de son engagement en faveur de la promotion d'un « développement sain et durable du point de vue de l'environnement ». La PES et les EP contiennent des dispositions spécifiques exigeant des clients qu'ils se conforment à la législation nationale applicable en matière d'information et de consultation du public, et qu'ils mettent en place un mécanisme de règlement des griefs pour recueillir les problèmes et les plaintes des parties prenantes, et en faciliter la résolution, en particulier concernant la performance environnementale et sociale du Client et du Projet. En fonction de la nature et de l'ampleur des risques et impacts environnementaux et sociaux du Projet, la BERD demande en outre à ses clients de communiquer les informations qui s'avèrent nécessaires concernant les risques et impacts des Projets, ou de mener des consultations pertinentes auprès des parties prenantes concernées puis d'examiner leurs réactions et d'y répondre.

Pour plus d'informations à propos des pratiques de la BERD dans ce domaine, consulter la [PES](#).

Intégrité et conformité

Le ou la Responsable de la déontologie de la BERD encourage une bonne gouvernance et assure l'application des normes d'intégrité les plus rigoureuses à toutes les activités de la Banque, en conformité avec les meilleures pratiques internationales. Des vérifications au titre de l'obligation de diligence sont effectuées pour contrôler l'intégrité de tous les clients de la Banque afin d'établir que les projets ne présentent pas de risques inacceptables, en termes d'intégrité ou de réputation, pour la Banque. La BERD est convaincue que l'identification et la résolution des problèmes pendant les phases d'évaluation et d'approbation des projets constituent le moyen le plus efficace d'assurer l'intégrité des transactions de la Banque. Le ou la Responsable de la déontologie joue un rôle essentiel dans ces efforts de prévention, tout en contribuant au contrôle des risques en matière d'intégrité associés aux Projets une fois les investissements réalisés.

Le ou la Responsable de la déontologie est également chargé(e) d'enquêter sur les allégations de fraude, de corruption ou de manquement dans le cadre des Projets financés par la BERD. Toute personne, interne ou externe à la Banque, suspectant un cas de fraude, de corruption ou de manquement, peut le reporter par écrit au ou à la Responsable de la déontologie de la BERD, en envoyant un courriel à l'adresse électronique compliance@ebrd.com. Tout signalement, même anonyme, fera l'objet

d'un suivi par le ou la Responsable de la déontologie et sera examiné. Les signalements peuvent être rédigés dans toutes les langues de la Banque et de ses pays d'opérations. Les informations transmises doivent l'être en toute bonne foi.

Politique d'accès à l'information (PAI)

La PAI définit la manière dont la BERD diffuse les informations et consulte ses partenaires pour favoriser une meilleure sensibilisation et connaissance de ses stratégies, politiques et opérations, depuis son entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2020. Consulter la page concernant la [Politique d'accès à l'information](#) sur le site Internet de la BERD pour savoir quels types d'informations sont disponibles en ligne.

Les demandes d'informations spécifiques peuvent être envoyées via l'un des [formulaire de contact](#) de la BERD.

Mécanisme indépendant de responsabilisation dans le cadre des projets (MIRP)

Si les efforts pour aborder des préoccupations environnementales, sociales ou de divulgation au public avec le Client ou la Banque (par exemple via le mécanisme de règlement des griefs du Client au niveau du Projet, ou bien via un échange direct avec la Direction de la Banque) n'ont pas abouti, les personnes ou organisations peuvent adresser leurs préoccupations au Mécanisme indépendant de responsabilisation dans le cadre des projets (MIRP) de la BERD.

Le MIRP examine en toute indépendance les problèmes liés aux Projets qui auraient provoqué, ou seraient susceptibles de provoquer, un préjudice. L'objectif du Mécanisme est : d'encourager le dialogue entre les parties prenantes du Projet en vue de la résolution de problèmes environnementaux, sociaux ou de divulgation au public ; de déterminer si la Banque a respecté sa [Politique environnementale et sociale](#) et les dispositions spécifiques aux Projets de sa [Politique d'accès à l'information](#) ; et le cas échéant, de remédier à tout cas de non-conformité à ces politiques, tout en prévenant un futur problème de non-conformité de la Banque.

Consulter la page Internet du [Mécanisme indépendant de responsabilisation dans le cadre des projets](#) pour en apprendre plus sur le MIRP et son mandat, pour connaître les modalités de [dépôt d'un Recours](#), ou pour contacter le MIRP par courriel à l'adresse ipam@ebrd.com afin d'obtenir des conseils ou des précisions sur le MIRP et le dépôt d'un recours.